

Avis du Conseil du bien-être des animaux (09/12/2010)
concernant l'introduction de chiens en Belgique

Chaque année, environ un millier de chiens en provenance de l'étranger sont introduits en Belgique par plus de vingt associations (respectivement 903, 1179, 1561 et 1114 chiens pour les années 2005, 2006, 2007 et 2008). 68% sont des galgos (également appelés lévriers espagnols) en provenance d'Espagne.

Or, les refuges belges sont surpeuplés et doivent chaque année euthanasier quelque 4000 chiens. C'est pourquoi l'introduction dans les refuges pour animaux de chiens en provenance de l'étranger est interdite. Le Conseil du bien-être des animaux s'est penché sur la question de savoir s'il est indiqué que des associations introduisent sur le territoire belge des chiens en provenance de l'étranger et dans l'affirmative, dans quelles circonstances.

Le Conseil du bien-être des animaux s'oppose par principe à l'introduction de chiens par des associations pour les raisons suivantes :

- les problèmes de bien-être doivent avant tout être résolus dans le pays d'origine ;
- la Belgique reste confrontée à une surabondance de chiens dans les refuges ;
- l'introduction de ces animaux n'est pas sans risque pour la santé animale (et publique).

Si toutefois, dans un souci de bien-être animal, il y a lieu de donner suite à une demande d'introduction de chiens, le Conseil estime que cela ne peut se faire que sur base de motifs sérieux et documentés. Pour ce faire, un dossier motivé doit être introduit. En outre, le Conseil ajoute que si l'importation est autorisée, il faut satisfaire aux conditions additionnelles suivantes :

- 1) il ne peut pas s'agir d'animaux errants (*);
- 2) depuis leur naissance, les animaux doivent être détenus sans avoir pu entrer en contact avec des animaux sauvages susceptibles d'avoir été exposés à la rage (**);
- 3) les animaux doivent être âgés d'au moins 6 mois ;
- 4) les animaux doivent être stérilisés/castrés ;
- 5) les animaux doivent être en bonne santé (analyse de sang à l'appui) et doivent être vaccinés et vermifugés ;
- 6) avant d'être importés, les animaux doivent avoir été détenus 3 mois en quarantaine (période d'observation sanitaire et comportementale);
- 7) les animaux doivent avoir un comportement conforme à celui d'un animal de compagnie, ce qui doit être démontré au moyen d'une étude comportementale pratiquée dans le pays d'origine ;
- 8) les chiens doivent être identifiés à l'aide d'un microchip dans le pays d'origine, être accompagnés d'un passeport et être enregistrés auprès de l'ABIEC dès leur arrivée en Belgique ;
- 9) les animaux doivent être issus d'un établissement agréé dans le pays d'origine (**);
- 10) Les adoptants doivent être préalablement connus, informés et jugés aptes à adopter un animal;
- 11) Les animaux doivent être transportés dans des conditions respectueuses de leur bien-être.

() On entend par chien errant, tout chien non soumis à la surveillance directe d'une personne ou susceptible de divaguer. Parmi les types de chiens errants, il convient de citer entre autres : les chiens errants ayant un propriétaire, mais non soumis à une surveillance directe ou laissés en liberté à certains moments ; les chiens en liberté sans propriétaire ; les chiens retournés à l'état sauvage ou féroces : il s'agit de chiens domestiques retournés à l'état naturel et ne dépendant plus directement de l'homme pour se reproduire. (OIE - définition du code sanitaire pour les animaux terrestres)*

*(**) Les animaux de compagnie destinés aux échanges doivent être expédiés d'un établissement, d'un commerce ou d'un élevage agréé ou enregistré par l'autorité compétente et doivent être détenus en captivité depuis leur naissance sans avoir pu entrer en contact avec des animaux sauvages susceptibles d'avoir été exposés à la rage. (Art.8 de l'arrêté royal du 1^{er} mai 2006 relatif aux règles vétérinaires régissant les mouvements des chiens, chats et furets)*

Note:

Galgo Aid Europe et Greyhounds in Nood Belgium se sont déclarés en désaccord sur le fait qu'une importation puisse être refusée sur la base de l'évaluation du dossier motivé introduit auprès des autorités. De plus, ces 2 organisations ne sont pas d'accord avec les points 1) et 2) des conditions énoncées. Et pour Galgo Aid Europe, il y a un désaccord aussi avec le point 10).